

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2023
(Convocation du 23 novembre 2023)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2023 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	3
• Voix	3
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	3
• Voix	3
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Bernard Pouban

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Risques fluviaux - PAPI de l'agglomération dacquoise - Convention avec le Département des Landes pour la pose de mobilier sur le risque inondation

Exposé des motifs :

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant de programmer des actions visant la meilleure prise en compte du risque inondation et de bénéficier pour ce faire d'un accompagnement financier dédié. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures visant à améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés (communauté d'agglomération du Grand Dax, communautés de communes Terres de Chalosse, Marenne Adour Côte-Sud et Pays Tarusate), l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L.563-3 du code de l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été proposés et validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés ou sites concernés.

Dans le cadre d'une consultation des entreprises ayant pour objet la fourniture et la pose de ce mobilier, il s'avère que le lot n°4 relatif à la pose du mobilier a dû être déclaré sans suite (décision n°9/2023 du président de l'Institution Adour en date du 9 février 2023). Aussi, faisant face à la difficulté de mobiliser les opérateurs économiques pour ce poste, et au vu des capacités techniques, humaines et matérielles dont dispose le Département des Landes en la matière dans le cadre de ses missions en matière d'environnement, l'Institution Adour a sollicité ce dernier qui a accepté de conduire cette mission pour le compte de l'EPTB dans le cadre de la présente convention.

Le Département des Landes propose donc, par voie de conventionnement, la mise à disposition d'agents de sa direction de l'environnement compétents en matière de pose de mobilier extérieur, pour conduire cette mission. Le montant prévisionnel de cette mise à disposition est estimé à 7 500 € maximum. Le versement des frais effectifs sera appelé sur la base d'un décompte établi en fin de mission.

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L.512-6 à L.512-9 et L.512-12 à L.512-15,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu la décision n°9/2023 du président de l'Institution Adour en date du 9 février 2023 déclarant sans suite la procédure relative à l'opération « Fourniture et pose de mobilier sur le risque inondation autour de Dax (40) » - lot n°4 « Pose du mobilier sur le risque inondation »,

Considérant les difficultés rencontrées par l'Institution Adour pour attribuer cette prestation de pose de mobilier à un opérateur économique,

Considérant qu'au vu de sa faculté technique, humaine et matérielle, le Département des Landes est en apte à opérer la pose de mobilier à vocation de sensibilisation et d'information, dans le cadre de ses différentes missions en matière d'environnement, l'Institution Adour a sollicité le Département pour envisager le recours à l'intervention de ses services techniques pour accomplir cette mission,

Considérant l'accord du Département pour opérer cette intervention selon les conditions indiquées dans la présente convention,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Considérant l'accord préalable des communes et des propriétaires concernés pour l'implantation et la pose du mobilier obtenu par l'Institution Adour,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention telle qu'annexée à intervenir avec le Département des Landes de mise à disposition d'agents pour la pose de mobilier sur le risque inondation,
- d'autoriser le président à la signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 30 novembre 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



Annexe XX

CONVENTION

Entre :

- **Le Département des Landes**, représenté par **M. Xavier FORTINON**, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n° en date du 15 décembre 2023,

et :

- **L'Institution Adour**, représentée par **M. Paul CARRERE**, Président, dûment habilité à signer aux présentes par délibération de l'Institution Adour n° ... en date du 30 novembre 2023,

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15,

VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

CONSIDERANT

- la sollicitation de l'Institution Adour en date du 6 octobre 2023,
- les compétences techniques et les moyens humains au sein du service Randonnée de la Direction de l'Environnement du Département des Landes pour la pose de signalétique,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – Objet de la mise à disposition :

Le Département des Landes met temporairement à disposition de l'Institution Adour 2 agents relevant des cadres d'emplois d'Adjoint Technique et de Technicien pour assurer la pose de mobilier de sensibilisation au risque d'inondation – Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise,

Article 2 – Date d'effet et durée de la mise à disposition :

La mise à disposition s'entendra pour une durée de 16 jours ouvrés au maximum sur une période comprise entre le 2 janvier 2024 et le 30 septembre 2024 inclus.

Article 3 – Conditions d'emploi :

Le travail des agents mis à disposition est organisé par l'Institution Adour.

Les agents exerceront leur activité sur des journées complètes ou des demi-journées. Les amplitudes horaires légales seront respectées.

Le Département des Landes continue à prendre en charge la situation administrative des agents mis à disposition (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, droit individuel à la formation, discipline...).



Envoyé en préfecture le 07/12/2023

Reçu en préfecture le 07/12/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20231130-231130H1967H1-DE



projet



Article 4 – Rémunération :

Le Département des Landes verse aux agents mis à disposition la rémunération correspondant à leur grade (traitement de base, supplément familial, indemnités) ainsi que d'éventuels frais accessoires.

Article 5 – Remboursement :

Au terme de la convention, l'Institution Adour rembourse au Département des Landes la rémunération, les charges sociales des agents mis à disposition, correspondant au nombre de jours effectués ainsi que d'éventuels frais accessoires.

Article 6 – Discipline :

En cas de faute disciplinaire, le Département des Landes ayant pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il peut être saisi par l'Institution Adour et sur accord des deux parties, il peut être mis fin à la mise à disposition sans préavis.

Article 7 – Fin de la mise à disposition :

La mise à disposition des agents peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 2 de la présente convention à la demande :

- du Département des Landes,
- de l'Institution Adour,
- des agents mis à disposition.

Article 8 – Contentieux :

La présente convention peut faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif préalable auprès du Président du Conseil départemental des Landes, dans les deux mois qui suivent la présente notification.
- recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Pau, dans les deux mois qui suivent la présente notification ou dans les deux mois qui suivent la notification de la décision rendue sur le recours administratif préalable.

Article 9 : Ampliation de la présente convention sera adressée à :

- Mme la Payeuse départementale,
- aux agents mis à disposition.

La présente convention est transmise aux agents mis à disposition dans les conditions leur permettant d'exprimer leur accord sur la nature des activités qui leur sont confiées et sur les conditions d'emploi.

Fait à Mont-de-Marsan,
En deux exemplaires originaux, le

Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental

Paul CARRERE
Président de l'Institution Adour